



Assemblée générale

Distr. générale
10 juillet 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session ordinaire de l'Assemblée générale*

**Qui s'ouvrira au Siège de l'Organisation des Nations Unies,
à New York, le mercredi 9 septembre 1998, à 15 heures****

* Distribué conformément à l'article 12 du Règlement intérieur.

** Conformément à la résolution 52/232 du 4 juin 1998.

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de l'Ukraine (article 30 du Règlement intérieur).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (article 62).
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale (article 28) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale (article 31).
5. Élection des bureaux des grandes commissions (article 31).
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale (article 31).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (article 49).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (article 21).
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (articles 13 a) et 48; résolution 47/120 B du 20 septembre 1993)¹.
11. Rapport du Conseil de sécurité (article 13 b)¹.
12. Rapport du Conseil économique et social (article 13 b); résolutions 50/130 du 20 décembre 1995, 50/225 du 19 avril 1996, 51/183 du 16 décembre 1996 et 52/210 du 18 décembre 1997; et décision 1982/112 du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1982).
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (article 13 b); décision 47/406 du 21 octobre 1992).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (article 13 b); résolution 52/11 du 12 novembre 1997).
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (article 142; décision 52/305 du 14 octobre 1997);
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social (article 145; décision 52/307 du 5 novembre 1997).
16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
 - a) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, en date du 14 mai 1976, et décisions 52/306 A et 52/306 B de l'Assemblée générale, en date respectivement du 22 octobre et du 18 décembre 1997)¹;
 - b) Élection du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 428 (V) du 14 décembre 1950 et décision 48/307 du 4 novembre 1993).

¹ Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session (décision 52/459 du 22 décembre 1997).

-
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (article 155; décisions 52/308 A du 20 novembre 1997 et 52/308 B du 2 juin 1998);
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions (article 158; décisions 52/309 A du 20 novembre 1997 et 52/309 B du 2 juin 1998);
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes (résolution 74 (I) du 7 décembre 1946 et décision 52/310 du 20 novembre 1997);
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements (résolution 155 (II) du 15 novembre 1947 et décision 52/311 du 20 novembre 1997);
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies (résolution 351 A (IV) du 24 novembre 1949 et décisions 52/321 A du 18 décembre 1997 et 52/321 B du 31 août 1998);
 - f) Commission de la fonction publique internationale (résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974 et décision 52/312 du 20 novembre 1997) :
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Président et du Vice-Président de la Commission;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences (résolution 43/222 B du 21 décembre 1988 et décision 52/320 du 15 décembre 1997);
 - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection (résolution 31/192 du 22 décembre 1976 et décisions 51/320 du 21 mai 1997 et 52/322 du 23 mars 1998);
 - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (résolution 1995 (XIX) du 30 décembre 1964 et décision 49/325 du 14 septembre 1995);
 - j) Nomination du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne (résolution 48/218 B du 29 juillet 1994 et décision 48/323 du 24 août 1994).
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolutions 52/71 à 52/73 et 52/75 à 52/79 du 10 décembre 1997 et décisions 52/409 du 10 novembre et 52/417 et 52/418 du 10 décembre 1997).
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (article 136).
20. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale (résolution 52/167 du 16 décembre 1997) :
- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (résolutions 46/182 du 19 décembre 1991 et 52/168 du 16 décembre 1997);
 - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions (résolutions 51/8 du 25 octobre, 51/30 D du 5 décembre et 51/30 F du 13 décembre 1996 et 52/169 A, B, D à F et I à M du 16 décembre 1997)¹;
 - c) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre (résolution 52/211 A du 19 décembre 1997);

- d) Assistance au peuple palestinien (résolution 52/170 du 16 décembre 1997).
21. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains (résolution 51/4 du 24 octobre 1996).
 22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (résolution 51/11 du 4 novembre 1996).
 23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes (résolution 51/11 du 4 novembre 1996).
 24. Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, y compris les mesures et recommandations convenues lors de l'examen à mi-parcours (résolution 51/32 du 6 décembre 1996).
 25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (résolution 52/3 du 22 octobre 1997).
 26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (résolution 52/4 du 22 octobre 1997).
 27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes (résolution 52/5 du 22 octobre 1997).
 28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire (résolution 52/7 du 28 octobre 1997).
 29. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique (résolution 52/10 du 5 novembre 1997).
 30. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions (résolutions 52/12 A du 12 novembre et 52/12 B du 19 décembre 1997 et décisions 52/477 A à D du 6 mai 1998)².
 31. Culture de paix (résolution 52/13 du 20 novembre 1997).
 32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (résolution 52/14 du 20 novembre 1997).
 33. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (résolution 52/18 du 21 novembre 1997).
 34. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique (résolution 52/19 du 21 novembre 1997).
 35. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (résolution 52/20 du 24 novembre 1997).
 36. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (résolution 52/22 du 25 novembre 1997).
 37. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social (résolution 52/25 du 26 novembre 1997).
 38. Les océans et le droit de la mer (résolutions 49/28 du 6 décembre 1994 et 52/26 et 52/29 du 26 novembre 1997)¹ :
 - a) Droit de la mer (résolutions 49/28 et 52/26);

² Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session (voir A/52/PV.88).

- b) La pêche hauturière au grand filet dérivant; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale; prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux (résolution 52/29).
39. Question de Palestine (résolutions 52/49 à 52/52 du 9 décembre 1997 et 52/250 du 7 juillet 1998)³.
40. La situation au Moyen-Orient (résolutions 52/53 et 52/54 du 9 décembre 1997)¹.
41. La situation en Bosnie-Herzégovine (résolution 52/150 du 15 décembre 1997)¹.
42. Assistance au déminage (résolution 52/173 du 18 décembre 1997).
43. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (résolution 52/174 du 18 décembre 1997)¹.
44. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (résolutions 52/175 et 52/176 du 18 décembre 1997)¹.
45. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (résolution 52/211 B du 19 décembre 1997)¹.
46. Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (décisions 48/416 du 10 décembre 1993 et 52/424 du 12 décembre 1997).
47. Élection des juges du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 8 novembre 1994, annexe, et décision 49/324 du 25 mai 1995)⁴.
48. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 25 mai 1993, et décision 52/408 du 4 novembre 1997).
49. Question des îles Falkland (Malvinas) (décision 52/409 du 10 novembre 1997).
50. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 8 novembre 1994, et décision 52/412 du 8 décembre 1997).
51. Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique (résolution 52/413 du 8 décembre 1997).
52. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (décision 52/430 du 18 décembre 1997).

³ Ibid. (voir A/52/PV.89).

⁴ Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session (voir A/52/PV.86).

53. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (décision 52/431 du 18 décembre 1997).
54. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït (décision 52/432 du 18 décembre 1997).
55. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (décision 52/433 du 18 décembre 1997).
56. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (décision 52/434 du 18 décembre 1997).
57. Question de l'île comorienne de Mayotte (décision 52/435 du 18 décembre 1997)¹.
58. Renforcement du système des Nations Unies (résolution 52/232 du 4 juin 1998 et décision 52/453 du 19 décembre 1997).
59. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes¹.
60. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (décision 52/479 du 4 juin 1998).
61. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes⁵.
62. La situation au Burundi⁵.
63. Question de Chypre⁵.
64. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes (résolution 51/40 du 10 décembre 1996).
65. Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États (résolution 51/55 du 10 décembre 1996).
66. Réduction des budgets militaires (résolutions 35/142 B du 12 décembre 1980 et 52/32 du 9 décembre 1997) :
 - a) Réduction des budgets militaires (résolution 35/142 B);
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires (résolution 52/32).
67. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (résolutions 51/39 du 10 décembre 1996 et 52/33 du 9 décembre 1997).
68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (résolution 52/34 du 9 décembre 1997).
69. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (résolution 52/34 du 9 décembre 1997).

⁵ Cette question, qui n'a pas été examinée par l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session, reste inscrite à l'ordre du jour de cette session (décision 52/459 du 22 décembre 1997). Elle est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session sous réserve de toute autre décision que l'Assemblée pourra prendre à son sujet à sa cinquante-deuxième session.

-
70. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (résolution 52/36 du 9 décembre 1997).
 71. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (résolution 52/37 du 9 décembre 1997).
 72. Désarmement général et complet (résolutions 42/38 C du 30 novembre 1987, 44/116 O du 15 décembre 1989, 46/36 L du 9 décembre 1991, 47/52 L du 15 décembre 1992, 51/45 P du 10 décembre 1996, et 52/38 A à J, L, N à T du 9 décembre 1997) :
 - a) Notification des essais nucléaires (résolution 42/38 C);
 - b) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol : rapport du Secrétaire général (résolution 44/116 O);
 - c) Mesures visant à renforcer l'autorité du protocole de Genève de 1925 (résolution 51/45 P);
 - d) Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (résolution 52/38 A);
 - e) Transparence dans le domaine des armements (résolutions 46/36 L, 47/52 L et 52/38 B et R);
 - f) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre (résolution 52/38 C);
 - g) Relation entre le désarmement et le développement (résolution 52/38 D);
 - h) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements (résolution 52/38 E);
 - i) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution 52/38 F);
 - j) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement (résolution 52/38 G);
 - k) Contributions à l'interdiction des mines terrestres antipersonnel (résolution 52/38 H);
 - l) Interdiction de déverser des déchets radioactifs (résolution 52/38 I);
 - m) Armes légères et de petit calibre (résolution 52/38 J);
 - n) Désarmement nucléaire (résolution 52/38 L);
 - o) Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires (résolution 52/38 N);
 - p) Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* (résolution 52/38 O);
 - q) Désarmement régional (résolution 52/38 P);
 - r) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional (résolution 52/38 Q);
 - s) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (résolution 52/38 S);

- t) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (résolution 52/38 T).
73. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolutions 51/46 A, E et F du 10 décembre 1996 et 52/39 A à D du 9 décembre 1997) :
- a) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement (résolution 51/46 A);
 - b) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement (résolution 51/46 F);
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (résolution 52/39 A);
 - d) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale (résolution 52/39 B);
 - e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires (résolution 52/39 C).
74. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (résolutions 38/183 O du 20 décembre 1983, 39/148 H du 17 décembre 1984 et 52/40 A à C du 9 décembre 1997)¹ :
- a) Rapport de la Commission du désarmement (résolution 52/40 B);
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 52/40 A);
 - c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement (résolution 38/183 O);
 - d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (résolution 39/148 H).
75. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient (résolution 52/41 du 9 décembre 1997).
76. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (résolution 52/42 du 9 décembre 1997).
77. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (résolution 52/43 du 9 décembre 1997).
78. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (résolution 52/45 du 9 décembre 1997).
79. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (résolution 52/47 du 9 décembre 1997).
80. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (décision 52/414 du 9 décembre 1997).
81. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission (décision 52/416 du 9 décembre 1997)¹.
82. Effets des rayonnements ionisants (résolution 52/55 du 10 décembre 1997).

83. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (résolution 52/56 du 10 décembre 1997).
84. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (résolutions 52/57 à 52/63 du 10 décembre 1997).
85. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (résolutions 52/64 à 52/68 du 10 décembre 1997).
86. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (résolutions 51/137 du 13 décembre 1996 et 52/69 du 10 décembre 1997).
87. Questions relatives à l'information (résolution 52/70 B du 10 décembre 1997).
88. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (résolution 52/71 du 10 décembre 1997).
89. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale (résolution 52/72 et décision 52/417 du 10 décembre 1997).
90. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 52/73 du 10 décembre 1997).
91. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (résolution 52/74 du 10 décembre 1997).
92. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (décision 52/402 du 19 septembre 1997).
93. Question du Timor oriental (décision 52/402 du 19 septembre 1997).
94. Questions de politique macroéconomique :
 - a) Commerce et développement (résolutions 1995 (XIX) du 30 décembre 1964, 51/168 du 16 décembre 1996 et 52/182 du 18 décembre 1997);
 - b) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés (résolutions 51/165 du 16 décembre 1996 et 52/179 et 52/180 du 18 décembre 1997);
 - c) Produits de base (résolution 51/169 du 16 décembre 1996);
 - d) Crise de la dette extérieure et développement (résolution 52/185 du 18 décembre 1997).
95. Questions de politique sectorielle :
 - a) Les entreprises et le développement (résolution 51/191 du 16 décembre 1996);
 - b) Coopération pour le développement industriel (résolution 51/170 du 16 décembre 1996).
96. Développement durable et coopération économique internationale (résolutions 50/130 du 20 décembre 1995 et 51/172 du 16 décembre 1996) :
 - a) Application et suivi des principaux arrangements ayant fait l'objet d'un consensus en matière de développement (résolutions 45/199 du 21 décembre 1990, 47/152

- du 18 décembre 1992, 48/185 du 21 décembre 1993, 49/92 du 19 décembre 1994 et 51/173 du 16 décembre 1996) :
- i) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - ii) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- b) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (résolutions 48/181 du 21 décembre 1993, 49/106 du 19 décembre 1994 et 51/175 du 16 décembre 1996);
 - c) Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (résolutions 51/177 du 16 décembre 1996 et 52/190 du 18 décembre 1997);
 - d) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (résolution 52/186 du 18 décembre 1997);
 - e) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (résolution 52/187 du 18 décembre 1997);
 - f) Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (résolution 52/188 du 18 décembre 1997);
 - g) Développement culturel (résolution 52/197 du 18 décembre 1997).
97. Environnement et développement durable (résolutions 34/173 du 17 décembre 1979 et 52/200 du 18 décembre 1997) :
- a) Mise en oeuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, y compris les résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21 (résolution 47/191 du 22 décembre 1992 et décisions 52/444 et 52/445 du 18 décembre 1997);
 - b) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (résolutions 50/115 du 20 décembre 1995, 51/184 du 16 décembre 1996 et 52/199 du 18 décembre 1997);
 - c) Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (résolutions 50/116 du 20 décembre 1995 et 52/202 du 18 décembre 1997);
 - d) Convention sur la diversité biologique (résolutions 51/182 du 16 décembre 1996 et 52/201 du 18 décembre 1997);
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (résolution 52/198 du 18 décembre 1997).
98. Activités opérationnelles de développement (résolutions 50/120 du 20 décembre 1995, 51/186 du 16 décembre 1996 et 52/203 et 52/205 du 18 décembre 1997).
99. Formation et recherche :

-
- a) Université des Nations Unies (résolutions 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973, 49/124 du 19 décembre 1994 et 51/187 du 16 décembre 1996);
 - b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (résolutions 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et 52/206 du 18 décembre 1997).
100. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (résolution 52/207 du 18 décembre 1997 et résolution 1997/67 du Conseil économique et social, en date du 18 juillet 1997).
 101. Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) (résolutions 51/178 du 16 décembre 1996 et 52/193 et 52/194 du 18 décembre 1997).
 102. Réunion commémorative du vingtième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement (résolution 52/205 du 18 décembre 1997).
 103. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (résolutions 52/80 et 52/83 du 12 décembre 1997).
 104. Prévention du crime et justice pénale (résolutions 52/85 et 52/87 à 52/91 du 12 décembre 1997).
 105. Contrôle international des drogues (résolutions 48/112 du 20 décembre 1993 et 52/92 du 12 décembre 1997).
 106. Promotion de la femme (résolutions 34/180 du 18 décembre 1979, 39/125 du 14 décembre 1984, 45/124 du 14 décembre 1990, 51/68 du 12 décembre 1996 et 52/94, 52/96, 52/98 et 52/99 du 12 décembre 1997).
 107. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (résolutions 50/203 du 22 décembre 1995, 52/100 du 12 décembre 1997 et 52/231 du 4 juin 1998).
 108. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (résolutions 428 (V) du 14 décembre 1950, 51/74, du 12 décembre 1996 et 52/101, 52/102 et 52/105 du 12 décembre 1997).
 109. Promotion et protection des droits de l'enfant (résolutions 44/25 du 20 décembre 1989 et 52/107 du 12 décembre 1997).
 110. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones (résolution 52/108 du 12 décembre 1997 et décision 49/458 du 23 décembre 1994).
 111. Élimination du racisme et de la discrimination raciale (résolutions 2106 A (XX) du 21 décembre 1965, 3380 (XXX) du 10 novembre 1975 et 52/109 à 52/111 du 12 décembre 1997).
 112. Droit des peuples à l'autodétermination (résolutions 52/112 et 52/113 du 12 décembre 1997).
 113. Questions relatives aux droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (résolutions 260 A (III) du 4 décembre 1948, 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, 36/151 du 16 décembre 1981, 39/46 du 10 décembre 1984, 51/86 et 51/88 du 12 décembre 1996 et 52/115, 52/117 et 51/118 du 12 décembre 1997);

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (résolutions 47/138 du 18 décembre 1992, 51/92, 51/94, 51/95, 51/97, 51/102, 51/105 et 51/127 du 12 décembre 1996 et 52/120 à 52/122, 52/125 à 52/127, 52/131 et 52/134 à 52/136 du 12 décembre 1997; et décision 1997/276 du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1997);
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (résolutions 52/137 à 52/147 du 12 décembre 1997);
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (résolutions 48/121 du 20 décembre 1993 et 52/148 du 12 décembre 1997)⁶;
 - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 du 20 décembre 1993).
114. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (résolutions 52/212 A du 22 décembre 1997 et 52/212 B du 31 mars 1998)⁷ :
- a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains;
 - j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;
 - k) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.
115. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (résolutions 48/218 du 29 juillet 1994, 52/226 A et B du 31 mars 1998 et 52/234 du 26 juin 1998 et décisions 51/469 B du 15 septembre 1997 et 52/481 du 26 juin 1998)².
116. Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (résolutions 50/215 C et 50/216 du 23 décembre 1995, 51/220 et 51/221 B du 18 décembre 1996, 52/220 à 52/224 du 22 décembre 1997 et 52/227 du 31 mars 1998 et décisions 52/463, 52/465 et 52/466 du 31 mars 1998)².
117. Planification des programmes (résolution 51/219 du 18 décembre 1996).

⁶ Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session (décision 52/426 du 12 décembre 1997).

⁷ Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session (voir A/52/PV.82).

118. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies⁵.
119. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (décision 47/449 du 22 décembre 1992).
120. Plan des conférences (résolution 52/214 du 22 décembre 1997)⁷.
121. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (résolutions 52/215 A à C du 22 décembre 1997)¹.
122. Gestion des ressources humaines (résolutions 51/226 et 51/227 du 3 avril 1997 et 52/216 et 52/219 du 22 décembre 1997 et décisions 52/475 et 52/476 du 31 mars 1998)².
123. Régime commun des Nations Unies (résolutions 48/224 du 23 décembre 1993, 51/216 du 18 décembre 1996 et 52/216 du 22 décembre 1997)¹.
124. Régime des pensions des Nations Unies (résolutions 48/225 du 23 décembre 1993, 49/224 du 23 décembre 1994 et 51/217 du 18 décembre 1997).
125. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient² :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (résolution 52/236 du 26 juin 1998);
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (résolution 52/237 du 26 juin 1998).
126. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (résolutions 52/8 A du 31 octobre 1997 et 52/8 C du 26 juin 1998)².
127. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (résolution 52/238 du 26 juin 1998)²;
 - b) Activités diverses.
128. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (résolution 52/228 B du 26 juin 1998)².
129. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (résolution 52/239 du 26 juin 1998)².
130. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies (décision 52/485 du 26 juin 1998)².
131. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II⁵.
132. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (résolution 52/240 du 26 juin 1998)².
133. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (résolution 52/241 du 26 juin 1998)².
134. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (résolution 52/242 du 26 juin 1998)².

135. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (décision 52/486 du 26 juin 1998)².
136. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria¹.
137. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda⁵.
138. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (résolution 52/217 du 22 décembre 1997)¹.
139. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (résolution 52/229 B du 26 juin 1998)².
140. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (résolution 52/218 du 22 décembre 1997)².
141. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (résolution 52/243 du 26 juin 1998)².
142. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile (résolution 52/244 du 26 juin 1998)².
143. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (résolution 52/245 du 26 juin 1998)².
144. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti (résolution 52/246 du 26 juin 1998)².
145. Financement du Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala⁵.
146. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies² :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (résolutions 52/1 A du 15 octobre, 52/177 du 18 décembre 1997 et 52/1 B et 52/248 du 26 juin 1998);
 - b) Reclassement de l'Ukraine dans le groupe des États Membres visé à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale.
147. Activités du Bureau des services de contrôle interne (résolution 48/218 B du 29 juillet 1994 :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau²;
 - b) Examen de l'application de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale.
148. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (résolution 51/155 du 16 décembre 1996).
149. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires (résolution 51/156 du 16 décembre 1996).

150. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (résolutions 49/61 du 9 décembre 1994 et 52/151 du 15 décembre 1997).
151. Décennie des Nations Unies pour le droit international (résolutions 52/153 à 52/155 du 15 décembre 1997) :
 - a) Décennie des Nations Unies pour le droit international (résolution 52/153);
 - b) Progrès réalisés en ce qui concerne les mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international (résolution 52/154);
 - c) Projet de principes devant régir la conduite des négociations internationales (résolution 52/155).
152. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session (résolution 52/156 du 15 décembre 1997).
153. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session (résolution 52/157 du 15 décembre 1997).
154. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (résolution 52/159 du 15 décembre 1997).
155. Création d'une cour criminelle internationale (résolution 52/160 du 15 décembre 1997).
156. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (résolutions 52/161 et 52/162 du 15 décembre 1997).
157. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (résolution 52/165 du 15 décembre 1997).
158. Examen du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies (résolution 52/166 du 15 décembre 1997).
159. Bethléem 2000 [point proposé par l'Afghanistan, Cuba, Malte et le Sénégal (A/53/141)].
160. Le programme solaire mondial 1996-2005 [point proposé par l'Afrique du Sud, la Chine, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, Israël, l'Italie, la Jamaïque, la Malaisie, le Niger, le Pakistan, le Sénégal, la Tunisie et le Zimbabwe (A/53/142)].
161. Octroi à l'Association des États des Caraïbes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [point proposé par Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, El Salvador, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname, la Trinité-et-Tobago et le Venezuela (A/53/143)].
162. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 (résolution 52/233 du 26 juin 1998).
163. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (résolution 52/249 du 26 juin 1998).
164. Octroi à l'Organisation de coopération et de développement économiques du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [point proposé par l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas,

la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Turquie (A/53/144)].

165. Nécessité de revoir la résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971 au regard du changement radical de la situation internationale et de la coexistence de deux gouvernements de part et d'autre du détroit de Taiwan [point proposé par le Burkina Faso, El Salvador, la Gambie, la Grenade, les Îles Salomon, le Libéria, le Nicaragua, Sao Tomé-et-Principe, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Sénégal et le Swaziland (A/53/145)].
-